



La réforme fiscale renforce la Suisse

Avec son référendum contre la réforme de l'imposition des entreprises, résolument tournée vers l'avenir, la gauche compromet la compétitivité de la Suisse. Elle menace ainsi près de 150 000 emplois et de solides recettes fiscales. Le système suisse d'imposition des entreprises doit être réformé. En cas d'échec, les cantons seraient les premiers pénalisés.

Un système fiscal compétitif est bénéfique pour nous tous car il est source de recettes fiscales élevées, d'emplois et de prospérité. Pour rester forte et attrayante, la Suisse se doit de réformer son système fiscal. Les réglementations en vigueur ne sont en effet plus adaptées au contexte international. Le Conseil fédéral, le Parlement, les cantons et les milieux économiques ont élaboré un compromis. Ce projet bénéficie d'un large soutien, renforce la place économique suisse et garantit la sécurité de l'emploi, ainsi que les recettes fiscales primordiales à tous les niveaux étatiques, dans le futur.

Ces dernières années, le produit de l'impôt sur le bénéfice des entreprises a augmenté de manière plus que proportionnelle, tant par rapport à l'évolution économique que par rapport au produit de l'impôt sur les personnes physiques. L'attractivité fiscale est payante. À elles seules, les entreprises concernées au premier chef par la réforme versent, aujourd'hui, plus de cinq milliards de francs par an à la Confédération, aux cantons et aux communes. Le projet de réforme fiscale protège durablement ce substrat fiscal. Le référendum peu réfléchi de la gauche remet les atouts de la place économique en question et compromet de nombreux emplois. Les entreprises soumises à un régime fiscal spécial emploient aujourd'hui près de 150 000 salariés.

Règles de jeu identiques

Cette réforme équilibrée permet aux cantons de développer leurs politiques fiscales en fonction de leur propre situation économique. Le nouveau système instaure des règles de jeu identiques pour toutes les entreprises: PME et entreprises internationales. La Suisse se dote ainsi d'un système fiscal attrayant et reconnu internationalement, ce qui permet de garder sur notre territoire des entreprises et des employeurs importants. Sans oublier que la réforme soutient financièrement les cantons dans leurs démarches pour abolir les régimes fiscaux en vigueur. En cas d'échec de la réforme, les cantons devraient tout de même abandonner ces régimes spéciaux, mais en ne pouvant compter que sur eux-mêmes.

Finances et fiscalité compétitives



Des finances publiques saines renforcent la confiance dans la place économique. Globalement, la Suisse a bien fait les choses dans ce domaine. Cela vaut aussi pour sa politique fiscale, qui mise sur un système axé sur la concurrence.